

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. LXXV.

Du Jeudi 10 Septembre 1789.

*Continuation des débats de la séance du lundi.*

ON ne peut donner qu'une idée très-raccourcie du discours que M. l'abbé Syëes a lu très-rapidement; & dont le système étoit aussi abstrait que difficile à suivre. Il disoit que si le suffrage d'un votant pouvoit valoir deux suffrages, il pourroit ensuite en valoir dix, ensuite les remplacer tous. Alors la loi pourra être le vœu d'un seul; alors le roi pourra être le seul représentant de la nation, ce qui est impossible. Il faut donc qu'une volonté individuelle soit réduite à sa valeur numérique: il n'y a que les volontés individuelles qui puissent entrer dans les élémens de la volonté générale. L'avis du chef de la nation ne doit donc pas y entrer comme partie intégrante; il peut conseiller la loi, mais non pas la faire.

M. L'abbé Syëes prouvoit ensuite que le droit d'empêcher equivaloit, en législation, au pouvoir de faire. Il ajoutoit que le veto suspensif étoit un ordre arbitraire, une loi.

Tom. II.

M m



de cachet contre la volonté générale ; & que la nation ne pouvant parler que par ses représentans, ce veto tendoit au contraire à diviser la France en petites fractions & en petites démocraties, tandis qu'elle ne doit former qu'un tout unique soumis à une administration commune ; que le veto suspensif ne feroit des députés que des couriers politiques assujettis à leurs mandats, tandis qu'il ne doit y avoir d'impératif que le vœu national.

Le veto absolu ne lui paroissoit pas digne d'être réfuté. Il prouvoit ensuite que le veto royal, nécessaire dans la constitution de l'Angleterre étoit inutile en France, où les assemblées ordinaires n'étant que législatives, des conventions extraordinaires revêtant la constitution à certaines époques, empêcheroient l'invasion de la prérogative royale, & des droits de la nation.

Quant à l'unité & l'indivisibilité de l'assemblée, M. l'abbé Syëes s'appuyoit sur l'arrêté du 17 juin, qui est fondamental & textuel. Il vouloit placer le veto dans la législation & dans les trois sections de l'assemblée ; & que le corps législatif fût renouvelé par tiers chaque année.

M. le Marquis de Sillery étoit bien digne, par son éloquence patriotique, de terminer les débats des grandes questions soumises au jugement de l'assemblée nationale.

Il sembloit que la discussion sur la nécessité de la permanence étoit épuisée, mais il a trouvé des nouveaux moyens de la développer dans les tableaux des derniers siècles de la France.

« Daignez Messieurs, disoit-il, jeter les yeux sur le peu de fruits que la France a retiré de ses précédentes tenues d'états-généraux ; considérez combien le peuple françois étoit encore loin de mériter la liberté en 1614, puisque les séances de de cette assemblée se passèrent en de vaines discussions théologiques, pour la plus part & que les représen-



tans de la nation, jouet du despotisme ministériel, oublièrent le grand caractère qu'ils avoient, pour se soumettre aveuglément aux impulsions qui leur furent données par tous les auteurs d'une autorité arbitraire. »

Ils ne firent aucunes loix qui soient restées, & la puissance royale, à cette époque, crut pouvoir se dispenser de répondre aux demandes des peuples & à leurs doléances..... doléance !..... Cette expression honteuse pour une nation libre & souveraine, prouve victorieusement l'idée que les rois, & leurs ministres, se faisoient de la liberté des peuples; on leur permettoit de se plaindre, & on se réservait le droit de les asservir d'avantage.

Parcourez les différentes époques qui se sont passées depuis 1614.

Richelieu se servant de son ascendant, sur l'esprit du monarque qu'il gouvernoit, pour bouleverser tout le royaume, son système auroit peut-être contribué au bonheur de la France, si en écrasant les hauts barons, il avoit compté les peuples pour quelque chose, & si le résultat de ses opérations n'avoit pas tourné au profit du despotisme.

Le roi auquel on a décerné le nom de Grand, despote ambitieux, qui ne regarda jamais ses peuples que comme les instrumens ferviles de son ambition, ruina son pays par son luxe & sa fausse politique.

La France fut épuisée & déchirée de nouveau par le système inoui de Law, opération qui peut-être auroit sauvé l'état, si elle eût été administrée avec sagesse, mais qui causa cette banqueroute frauduleuse, qui peut-être se feroit renouvelée de nos jours sans les talens du ministre qui dirige les finances, & sans la fermeté & la loyauté de l'assemblée nationale.

Le dernier règne ne nous offre-t-il pas le tableau le plus révoltant de la puissance ministérielle, sans cesse active &



vigilante pour s'opposer à tous les réglemens qui pouvoient diminuer son pouvoir , sacrifiant les plus grands intérêts aux plus méprisables intrigues de cour.

Un général d'armée recevant l'ordre de son rappel par le seul caprice d'une favorite au milieu de 76 drapeaux ennemis qu'il venoit d'enlever.

Un pays immense & florissant , ( la Louisiane ) cédée aux Espagnols. Six François innocens , immolés à la vengeance d'Orelli , sans que la nation ait été consultée ni vengée.

Un inquisition rigoureuse , un espionnage continuel , cette fameuse Bastille sans cesse remplie de malheureuses victimes du pouvoir arbitraire.

Les conseils du roi presque toujours composés de ministres , qui par la nature des détails qu'ils avoient surveillés , étoient incapables de conduire l'administration qui leur étoit confiée.

Décrivant ensuite l'état actuel de l'influence politique de la nation , M. de Silleri disoit : « n'est-il pas honteux pour la France d'avoir perdu en Europe la prépondérance qu'elle devoit avoir.

» La Pologne abandonnée aux usurpateurs qui l'entourent & la partagent.

» Les privilèges de la Hollande trahis & sacrifiés :

» Les Ottomans sans protection , & peut-être à l'instant d'être relégués dans l'Asie. De toutes les fautes politiques que la France pouvoit commettre , en est-il une dont les conséquences puissent être aussi funestes pour elle , que la prise du Bosphore & Constantinople. En effet , si ce malheur arrive , bientôt l'Europe étonnée , verra deux nations rivales se disputer l'empire de la Méditerranée , le commerce du levant perdu & anéanti , & l'Italie & le royaume de Naples , appanage de la maison de France , devenir des provinces de ces nouveaux conquérans. »



« Les cours souveraines consentant & enregistrant cette multitude d'impôts onéreux dont les peuples sont à présent surchargés, & ne reconnoissant leur incompétence en matière d'imposition, qu'au moment où il n'étoit plus possible d'imposer. »

« Maintenant, messieurs, croyez-vous que si l'assemblée nationale avoit existé, qu'elle eût été permanente, que chaque année les ministres eussent été obligés de rendre compte de leur conduite, que nous serions dans la situation humiliante où nous sommes, & que les finances de l'état feroient dilapidées au point où elles le sont. » Il est difficile de concevoir que la patience des Français ait pu souffrir aussi long-temps de pareils outrages, & si l'on veut réfléchir sur l'événement qui arrive maintenant, on verra que cette indolence politique nous a accablé jusqu'au moment où il n'y avoit plus aucuns moyens de la supporter d'avantage. Tant que les peuples ont pu fournir aux dépradations de la cour, ils ont été tranquilles, & ils ne sont sortis de leur léthargie qu'à l'époque où il étoit impossible de les opprimer d'avantage. »

« J'ose dire que c'est une grande leçon pour la nation, & il ne lui faut pas moins d'énergie pour se relever avec la splendeur qui lui convient, qu'elle a eu de patience dans l'esclavage où elle étoit plongée. »

« Ainsi que Varrus, ne désespérons pas du salut de l'état. Il nous prête de grandes ressources, mais nous ne pouvons en faire usage qu'autant qu'il y aura une permanence de soins & de vigilance pour remédier aux abus. Vous le savez ainsi que moi, Messieurs, ceux qui ont pour ainsi dire envahi l'autorité du trône, par les différentes branches du pouvoir exécutif qu'ils ont usurpé, sont nombreux & puissans; ils n'osent dans ce moment faire entendre leurs voix, & le patriotisme de l'assemblée leur en impose; mais vous



ne devez pas vous flatter que cet hydre que vous avez déjà combattue soit entièrement vaincue. A peine serez-vous séparés qu'elle reparoîtra avec la fureur d'avoir été captive pendant quelque temps , & si vous ne lui opposez pas l'Egide redoutable de l'assemblée nationale , les peuples n'ont rien gagné & retomberont dans l'esclavage. »

« La permanence de vos assemblées fera la base du crédit national , sans lequel tout est bouleversé , & vous n'avez aucuns moyens de vous garantir des mauvais citoyens qu'en portant sans cesse sur eux le regard sévère de la justice. »

Il étoit intéressant de voir comment l'orateur présenteroit le système d'une ou deux chambres.

« Lorsque la constitution sera parfaitement établie , disoit-il , lorsque les différens pouvoirs seront parfaitement établis , lorsque tous les abus seront abolis , & qu'il ne s'agira plus que de maintenir , de conserver la constitution , & de la garantir de toute atteinte , pour lors on pourra discuter si l'on fera l'établissement d'une seconde chambre ; mais dans la position où vous êtes , dans un moment où les esprits n'ont point encore assez réfléchi sur l'espèce des abandons qu'ils ont faits , croyez-vous que lorsque vous isolerez dans une chambre séparée un corps dont les intérêts & les prérogatives seront différentes , croyez-vous , dis-je , que l'harmonie s'établira facilement ? « Car enfin , Messieurs , si la seconde chambre que l'on vous propose s'établit , elle seroit entièrement inutile , si sa composition étoit absolument la même que celle des représentans de la nation ; elle ne seroit qu'un grand bureau qui recevrait presque toujours l'influence de la chambre des représentans , & elle manqueroit l'objet pour lequel vous desirez l'établir. Si cette seconde chambre étoit formée à l'instar de celle d'Angleterre , calculez dans votre sagesse tous les obstacles que vous rencontreriez pour la régénération de l'ordre. »



Après avoir repoussé le projet du sénat proposé par le comité, M. de Sillery concluoit à ce que l'assemblée ne fut composée que d'une seule chambre, jusqu'à ce que l'ordre fut entièrement rétabli dans toutes les parties. Il faisoit voir ensuite les avantages de la sanction royale. Quant au *veto*, il s'adressoit au prince au nom du peuple en ces termes : « Vous êtes intermédiaire entre la nation & ses représentans, & si vous croyez que la loi que nous vous proposons soit contraire aux intérêts de la nation, vous devez vous y opposer jusqu'à ce qu'elle vous ait manifesté ses intentions de nouveau, ainsi toutes les loix auxquels vous ne consentirez pas, demeureront suspendues jusqu'à ce que les peuples se soient assemblés. Si les nouveaux représentans vous rapportent le même vœu, il sera pour lors évident que c'est la volonté générale ; & comme tout principe de souveraineté réside dans la nation, vous ne pourrez refuser votre sanction. Vous n'avez rien à craindre pour vos prérogatives royales & votre autorité : la constitution du royaume les a garantis, & la nation a juré de n'y porter jamais la moindre atteinte.

» La permanence de l'assemblée nationale nous donne l'assurance que, si vous rejetiez une loi utile aux peuples, elle ne pourroit être suspendue que fort peu de temps, & votre sagesse nous préservera de celles dont l'exécution seroit dangereuse. Le bonheur des peuples résultera de l'accord qui va régner entre la nation & son monarque, & vos vertus nous annoncent la félicité publique ».

A la suite de ce discours, qui a été très-applaudi, M. de Sillery a proposé un projet d'arrêté qu'il avoit rédigé en six articles.



*Séance d'hier.*

L'exemple de patriotisme donné par des citoyennes de Paris, commence à être imité. Un député a fait remettre à M. le président de l'assemblée nationale, de la part d'une de ses parentes, ses diamans dont elle fait hommage à la nation; elle lui a imposé l'obligation de ne pas dire son nom. Ces diamans sont du prix de huit mille livres.

Un de MM. les secrétaires a aussi fait mention de l'acte généreux d'un jeune homme de Valence en Dauphiné, qui a donné sa montre pour être jointe aux bijoux qui avoient été donnés le dernier jour.

Après que M. le président a eu fait la lecture du tableau des questions principales & secondaires à délibérer sur la sanction, la permanence & l'unité du corps législatif, M. Reubell a proposé la question préliminaire, si les décrets déjà rendus & ceux à rendre devoient être sanctionnés. Nous agissons en vertu du pouvoir constituant, a dit M. Target, c'est la constitution qui établira la sanction du roi; il est impossible que le titre dans lequel on prononce la sanction y soit sujet lui-même.

Alors plusieurs membres ont discuté sur la manière de poser les questions sur lesquelles on devoit délibérer; MM. Desmeuniers, de Beaumés, Fremond, Chassé, de Mirabeau, Deschamps & Rabaud de Saint-Etienne ont proposé divers projets de questions, mais M. Camus l'a emporté par la simplicité & la précision dans laquelle il a présenté à la délibération les quatre questions suivantes.

- 1°. L'assemblée nationale sera-t-elle permanente ou non?
- 2°. Y aura-t-il une seule ou deux chambres?
- 3°. La sanction royale aura-t-elle lieu ou non?
- 4°. Sera-t-elle suspensive ou pure & simple?



Cette dernière position pourroit être plus exacte & plus rapprochée des divers *veto*. Quoiqu'il en soit, on a demandé d'aller aux voix sur cette forme de rédaction des questions, & la grande majorité l'a adoptée.

Comme l'assemblée s'étoit imposé la loi de ne décider ces grandes questions de la constitution que par l'*appel nominal*, M. Reubell a cru que la permanence étoit si généralement adoptée qu'il a demandé si l'on dérogeroit à l'arrêté de l'assemblée, pour prendre la forme d'*assis & levé*. On est encore allé aux voix, & cette dernière forme a été reçue.

Alors plusieurs membres ont voulu éclaircir & définir le mot *permanence*, mais cette différence étoit connue; tous nos parlemens sont *permanens*, & nos états provinciaux périodiques. On s'est rejeté sur le mot *assemblée nationale*, lorsqu'on a proposé la question suivante; « l'assemblée nationale sera-t-elle permanente ou non ? »

M. Deschamps distinguoit le corps législatif de l'assemblée elle-même. Ce corps sera permanent; une assemblée aura un terme fixe; il posoit ensuite la question, « le corps législatif sera-t-il permanent ? Le corps législatif formé en assemblée nationale sera-t-il constamment assemblé ? »

Les assemblées nationales peuvent être investis de deux sortes ce pouvoirs, disoit M. le vicomte de Beauharnois, l'un *constituant* pour faire ou corriger la constitution, l'autre pour faire les loix, il faut donc substituer le mot *législature* à ceux de l'assemblée nationale ou du corps législatif.

« M. Desmeuniers disoit, l'assemblée nationale formant le corps législatif ordinaire sera-t-elle permanente.

Il faut ne pas faire craindre au peuple que l'assemblée nationale se perpétue; il faut dire, *législature* ou corps législatif.



M. l'abbé Syëes proposoit de dire : « L'assemblée législative tiendra ses séances , à l'époque fixée , tous les ans sans convocation. » Un autre membre disoit : « La nation aura-t-elle un corps permanent de représentans , &c. &c. »

Suivant M. Guillotin , il falloit poser ainsi la question : « Le corps législatif de législature sera permanent , & l'assemblée sera périodique. »

M. le duc de la Rochefoucault croyoit qu'il étoit dangereux de consacrer des mots qui rappellent des pouvoirs que les assemblées futures n'auront pas.

D'après M. Target , il falloit dire : « L'assemblée nationale , chargée de la législation , sera permanente »

L'amendement de M. de Beauharnois est précieux , dit M. de Clermont-Tonnerre. Ces mots rappellent des idées , ainsi l'on pourroit croire que l'assemblée nationale seroit perpétuelle. Il faut dire , le corps législatif ou législature sera permanent , & ses membres renouvelés à des époques fixes.

M. Dumets est enfin venu défendre ce mot précieux , ce mot si cher à la France , parce qu'il doit lui rappeler à jamais l'époque de la liberté , il désiroit que le mot d'*assemblée nationale* , fut conservé dans la constitution , distinguât les assemblées qui en dériveront.

Voilà bien des rédactions , tandis qu'il ne s'agissoit pas de rédiger , mais seulement de délibérer s'il y auroit *permanence* ou non. C'est ce qu'à fait sentir M. Fermond , & l'on est enfin allé aux voix pour savoir s'il y avoit lieu à délibérer sur les amendemens. Une grande majorité a été pour la négative.

On est allé aux voix sur la question principale ; « l'assemblée nationale sera-t-elle permanente ou non ? »

La permanence a été décidée presque unanimement.

Personne n'entendra , sans doute , appliquer cette perma-



nence à l'assemblée actuelle, mais seulement aux assemblées nationales établies par la constitution. Plusieurs membres n'ont laissé aucun doute sur ce point, & tel a été l'esprit de l'assemblée.

La question de l'unité ou de la division en deux chambres se présentait la seconde. MM. Dupont, de Nemours, de Mirabeau, de Virieux, Alexandre de Lameth, Bergasse, de la Girouille, de Fraisse & Target, ont fait des observations relatives à la manière de délibérer sur cette question. Il étoit naturel de délibérer aussi-tôt sur l'unité ou la pluralité des chambres, mais quelques troubles survenus dans l'assemblée ont retardé la délibération; on sent bien que s'agissant d'aussi grandes questions, une assemblée nombreuse, composée d'élémens & d'intérêts divers, est naturellement difficile à concilier.

Au milieu des mouvemens d'impatience qui sont inévitables dans les assemblées fatiguées & tumultueuses, M. le président a désiré de lever la séance, un moment après un mouvement de sensibilité, l'a obligé d'offrir sa démission de la présidence, & il s'est retiré. L'assemblée a désigné, par des applaudissemens, M. le duc de Liancourt pour remplacer le président; mais il a observé qu'il y avoit d'autres membres qui avoient présidé, & à qui le règlement déferoit ces fonctions.

Alors les applaudissemens ont été dirigés vers M. de Clermont-Tonnerre, à qui ces circonstances imprévues ont donné une nouvelle occasion de déployer la noblesse & la fermeté de son caractère.

Après un discours plein de sensibilité & de force, il a repris la place de président, pour demander à l'assemblée si elle vouloit lever la séance; on est allé aux voix, & il a été décidé que la séance étoit levée & renvoyée à sept heures du soir.



On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent.